

« Donner un prospectus aux migrants, ça n'a pas de sens »

MIGRATION Pierre Verbeeren et Mehdi Kassou réitèrent leur demande d'un centre d'accueil et d'orientation

► Médecins du monde et la Plateforme citoyenne ont adressé une lettre au gouvernement.
► Ils regrettent une débauche de moyens répressifs pour quelques centaines de migrants en transit.

ENTRETIEN

Dans une lettre adressée au gouvernement, Pierre Verbeeren et Mehdi Kassou disent leur déception face à une politique migratoire fédérale axée sur la répression, qui ne donne guère de résultats. Le directeur de Médecins du Monde et le porte-parole de la Plateforme citoyenne réitèrent leur proposition de créer un centre d'accueil et d'orientation pour lequel ils offrent leur concours. « Monsieur le Premier Ministre, Mesdames et Messieurs les Ministres, ne pourrions-nous pas simplement nous mettre autour de la table pour trouver une solution simple à un problème simple ? » Le concept est calqué sur les centres créés par le gouvernement français dans la foule du démantèlement de la « jungle » de Calais : des lieux où les personnes évacuées dispo-

saient de quelques semaines pour s'informer, réfléchir à leur projet migratoire et éventuellement demander l'asile ou opter pour un retour volontaire, une réunification familiale...

La lettre que vous avez adressée au gouvernement montre deux positions qui paraissent irréconciliables. On est dans l'impasse ou vous voyez une issue ?

Mehdi Kassou Si on avait le sentiment il y a un an d'un point de rupture entre deux visions très fermes, on se rend compte maintenant qu'il y a tout un tas d'arguments présentés par le gouvernement qui ne tiennent pas. Prenez l'effet d'« appel d'air » : les chiffres sont restés stables par rapport à l'an passé, avec 600 à 700 migrants en transit. C'est important maintenant de faire le point, de s'asseoir autour d'une table et de trouver des solutions. Surtout qu'on en parle comme d'un énorme problème de société alors qu'il s'agit de quelques centaines de personnes.
Pierre Verbeeren Pour 600 personnes on a rasé les arbres autour des aires d'autoroute, on en a fermé certaines, on a mis des patrouilles dans les gares, mobi-

lisé des centaines de policiers et le résultat est qu'il y a toujours 600 personnes. On ne passerait pas à autre chose ?

Raser les bosquets permet d'éviter des campements insalubres et des situations dangereuses sur les parkings.

P.V. Mais si on crée un centre d'accueil et d'orientation, les gens n'auront pas à vivre dans des conditions insalubres.

Le risque lié aux tentatives de passage demeure, et des campements aussi, du coup.

P.V. Bien sûr, mais pourquoi montent-ils dans les camions ? Si on leur offre la possibilité de réfléchir à leur parcours migratoire et de demeurer sur le territoire pour demander l'asile, ils n'auront plus de raison d'y aller.

M.K. Et puis je ne suis pas certain qu'en rasant un bosquet on empêche les gens d'aller dans le bosquet d'à côté. Les solutions répressives sont d'une extrême violence pour les migrants. A Rochefort, on envoie des hélicoptères pour chasser littéralement 20 personnes. On les arrête pour les soumettre à l'Office des étrangers... et on les retrouve six heures plus tard au parc Maximilien. Résultat zéro. Le seul moyen qu'on a aujourd'hui pour que ces personnes ne rejoignent plus ces

parkings, c'est de les rencontrer, de les informer, de les accueillir et faire en sorte de les convaincre de rester. On n'en est pas à demander au gouvernement de travailler à des accords bilatéraux pour assurer des voies de migration sûres et légales. Mais il y a une série de personnes qui fréquentent ces parkings et qui aujourd'hui ne les fréquentent plus, qui ont aujourd'hui une adresse de référence et sont chez des familles d'accueil dans l'attente de pouvoir casser leur statut Dublin (qui les oblige à demander l'asile dans le pays d'entrée de l'Union européenne, NDLR). Tout cela n'est pas arrivé parce qu'on a chassé les gens dans les parkings. La Plateforme citoyenne a eu des résultats plutôt concrets avec très peu de moyens, si on était soutenu et qu'on essayait d'aller tous dans la même direction on pourrait essayer d'obtenir de meilleurs résultats et sortir de cette impasse.

Vous avez une idée du nombre de personnes qui ont renoncé à traverser vers l'Angleterre pour demander l'asile ici ?

Pierre Verbeeren

Pierre Verbeeren est directeur général de Médecin du Monde Belgique. Il a joué un rôle important dans les négociations qui ont conduit à la création du « hub humanitaire », un guichet unique regroupant l'action des associations pour les migrants en transit. C'est lui aussi qui a mis acteurs politiques et associatifs autour de la table pour créer un centre d'accueil de nuit géré par la Plateforme citoyenne.

Mehdi Kassou

Ce trentenaire est le porte-parole de la Plateforme citoyenne. Il a donné avec sa compagne, Adriana Costa Santos, un second souffle à l'organisation, en 2017, en organisant l'hébergement de migrants en transit à Bruxelles par des citoyens. Quelque 250 personnes sont actuellement hébergées chaque soir par des particuliers tandis que 300 trouvent un toit au centre d'accueil « la porte d'Ulysse » ouvert depuis novembre.

porte d'Ulysse « Des tensions, il y en a. Une loi du silence ? C'est ridicule »

Un travailleur sauvé de justesse alors que des migrants le « frappaient à coups de chaise et de bâtons », une attaque au couteau contre un agent de sécurité. Un article publié dans *La Dernière Heure* dimanche passé, à partir de témoignages anonymes, décrit la porte d'Ulysse comme un centre d'accueil hors de contrôle où l'omerta règne pour surtout ne pas écorner l'image de migrants pourtant drogués, souillons et irrespectueux. « Au départ, j'ai simplement commenté ironiquement, "le plus difficile c'est de cacher les

cicatrices", parce que cela me semblait tellement n'importe quoi que je ne voyais pas tellement l'intérêt d'épiloguer, réagit Mehdi Kassou. Et puis je me suis rendu compte après que cela avait pris une ampleur dingue. »

Sur les faits d'abord, l'article parle d'agressions graves. Que s'est-il passé exactement ?

M.K. Il y a effectivement eu une bagarre devant la porte et une agression au couteau. Sauf que là où l'article disait qu'un agent de sécurité avait été agressé avec huit jours d'incapacité, les dépo-

sitions des personnes présentes relatent que c'est l'agent de sécurité qui a pété les plombs et est allé chercher un couteau dans la cuisine. Un des travailleurs du centre a tenté de le retenir. Et on a une blessure défensive sur l'extérieur de la main de la personne migrante que l'article décrivait comme l'agresseur. On verra ce que la police conclut mais ce n'est pas tout à fait la même histoire... Ce serait malhonnête de prétendre que dans un dispositif qui accueille 300 personnes par jour il n'y a jamais de problème. Des tensions, on en a. Mais faire

croire qu'il y a une loi du silence, c'est juste ridicule. Les portes sont ouvertes pour que les journalistes viennent voir. Je pense qu'il y a une volonté si pas de nuire, en tout cas de faire du sensationnalisme. Il suffit de regarder qui récupère l'info: George-Louis Bouchez, Alain Courtois, Etienne Dujardin. On instrumentalise quelque chose que tout le monde connaît dans le milieu du sans-abrisme: il y a des tensions.

Travailler avec des sans-abri - ou en tout cas une forme de sans-abrisme - n'est pas

quelque chose d'anodin ou de facile. Le risque d'une prise en charge par la société civile, c'est, depuis le début, que ça tourne mal à un moment, non ?

M.K. L'équipe est en grande partie professionnelle maintenant. On a des bénévoles qu'on a professionnalisés et des gens qui viennent du Samu social et de la Croix-Rouge qui sont de vrais experts. Cette organisation mixte de bénévoles professionnels fonctionne super bien. Quand on a dû faire un état des lieux précis des événements sur un total de 35.000 nuitées, on a recensé 17

incidents, 14 appels à la police dont huit pour une même personne qui a des troubles mentaux, qui a essentiellement passé son temps à gueuler et taper dans des vitres, le reste, ce sont des tentatives d'intrusions, des jets de cailloux, il y a eu deux vrais incidents, donc. L'affaire avec le couteau et le gardien et un jet de chaises sur un des travailleurs - pas le massacre décrit dans l'article. C'est un ancien du Samu social qui m'a dit lui-même après: « C'est la vie, j'ai connu ça des dizaines de fois dans mon travail. »

P.V. Ce que la porte d'Ulysse

montre, c'est que la relation entre une institution et des citoyens fonctionne très bien. L'institution seule pose des problèmes de proximité, d'humanité, tandis qu'avec des citoyens seuls se pose la question de la pérennité du système. Nous faisons démonstration que la coopération institution-citoyen est riche. Il n'y a pas à penser qu'il faut sortir les citoyens du système. Il y a des difficultés inhérentes, c'est sûr, ce n'est pas le pays de Candy, mais c'est faisable. ■

Propos recueillis par
L.K.

M.K. C'est difficile à dire.

Mais on parle d'une douzaine ou d'une centaine de personnes ?

M.K. Plutôt une grosse centaine.

P.V. On n'a pas toute la maîtrise du processus : on sait renseigner et orienter les gens à partir de la permanence juridique, mais il faudrait que le CGRA et Fedasil jouent avec nous pour savoir qui est allé plus loin. C'est pour cela qu'un centre d'orientation coorganisé avec les institutions nous semble nécessaire. En organisant un hub il y a presque un an, l'idée était de travailler sur l'accès au soin, la distribution de vêtements et le service juridique. Au bout d'un moment, on s'est rendu compte que les personnes ne venaient pas au service juridique parce qu'il était orienté sur solu-

tion unique de la demande d'asile. Mais ce que voulaient d'abord les personnes, c'était de comprendre quelle était leur situation, où ils étaient, comment l'hébergement fonctionnait, quels étaient leurs droits. Il nous a fallu six mois pour comprendre et réorienter notre protocole avec une approche sociale, d'abord, et un service juridique en deuxième ligne. On a construit une expertise qu'on pourrait cristalliser dans une institution en travaillant avec Fedasil.

M.K. Alors qu'on avait cinq ou six personnes sur 30 qui essayaient d'aller plus loin après une permanence juridique, maintenant ce sont plus de la moitié.

P.V. Sans rentrer dans la polémique, on peut questionner le

système d'information proposé par Theo Francken. Faire un prospectus sur le retour volontaire n'est pas la meilleure manière d'expliquer aux gens où ils sont, comment ça se passe. Il faut trois, quatre entretiens. Un papier distribué à la gare du Nord, ça n'a pas de sens. Notre propos n'est pas de dire que le gouvernement a tort sur toute la ligne. Là où il a tort, c'est lorsqu'il refuse de dialoguer et de construire une solution ensemble. Ce qu'on dit c'est : « Vous faites d'un problème circonscrit, facilement solutionnable, le point central d'attention. » L'immigration n'est pas le problème majeur de la Belgique, il faut sortir du feuilleton sur Twitter. ■

Propos recueillis par
LORRAINE KIHl